

# Protégeons la Suisse !

À Genève, les home-jackings violents prennent l'ascenseur. À Coire, Berne, Lausanne ou Zurich, les scènes ouvertes de la drogue se multiplient. Les viols, les crimes d'honneur et autres délits violents atteignent des niveaux records. Les menaces dans le pays augmentent de manière tangible. Notre État s'est dispersé et néglige l'une de ses tâches régaliennes les plus fondamentales : assurer la sécurité de la population.

Quelles en sont les raisons ? L'une d'elles est évidente : notre système judiciaire se concentre aujourd'hui trop sur les délinquants, leurs droits et leurs perspectives. Au lieu de la réinsertion sociale, c'est la protection de la population qui doit redevenir la priorité.

Deuxième raison : l'immigration clandestine contribue de manière significative à la criminalité et à la violence. Alors que la gauche considère ce sujet comme tabou et souhaite désarmer la police, l'UDC veut aveugler nos forces de l'ordre et donner la possibilité aux demandeurs d'asile déboutés de toute l'Europe de déposer une deuxième demande en Suisse. En effet, l'acceptation de l'initiative sur « la durabilité » de l'UDC mènerait au chaos sécuritaire et migratoire, car les accords de Schengen et de Dublin seraient résiliés et notre pays perdrait l'accès aux systèmes de recherche européens.

Pour le PLR, la population est en droit d'attendre de l'État qu'elle les protège contre la violence.

- › Oui, cela coûte de l'argent. Oui, nous pouvons nous le permettre. Non, cela ne nécessite pas de nouveaux impôts, mais une réorganisation des priorités politiques.
- › Oui, les délinquants sont aussi des êtres humains. Oui, la resocialisation est un objectif important. Non, cela ne doit pas conduire à négliger la protection de la population.
- › Oui, aujourd'hui, une grande partie de la criminalité provient de l'étranger. Les passeurs, les gangs et la mafia font partie de réseaux internationaux. Non, ces faits ne disparaîtront pas si nous fermons les yeux. Et ils ne disparaîtront pas non plus si nous isolons notre police et faisons de la Suisse une destination de choix en matière d'asile.

La Suisse était le pays où l'on ne fermait pas sa porte à clé. Aujourd'hui, ce sentiment de sécurité a disparu pour une grande partie de la population.

Reconstruisons-le !

## 1. Qui frappe doit aller en prison

Les actes de violence et les délits sexuels sont en augmentation. Selon les statistiques criminelles, les délits tels que les blessures corporelles graves et les viols ont augmenté de près de 20% en 2024. Ce ne sont pas seulement ces actes répréhensibles qui font couler beaucoup d'encre, mais aussi les jugements. Lorsque les auteurs s'en tirent avec une peine avec sursis, cela heurte le sens de la justice de nombreuses personnes. Le problème ne réside pas seulement dans les lois, mais aussi dans les juges qui n'utilisent pas leur marge de manœuvre et prononcent trop facilement des peines avec sursis. Selon les données de l'Office fédéral de la justice, un viol sur quatre est aujourd'hui puni d'une peine avec sursis, un sur trois d'une peine avec sursis partiel.

Cela doit changer. Le PLR exige que les auteurs de violences purgent leur peine : qui frappe doit aller en prison. Il en va de même pour les délits sexuels. À l'avenir, le tribunal devra également tenir compte du délit et de ses circonstances. Nous demandons toutefois un renversement de tendance : à l'avenir, l'imposition d'une peine avec sursis devra être motivée et explicitement justifiée par le juge, au lieu d'être la règle pour les primo-délinquants.

comme c'est le cas actuellement. D'une manière générale, ce durcissement est judicieux non seulement pour les crimes violents et sexuels, mais aussi pour tous les délits. Les juges seront ainsi davantage tenus de privilégier la sécurité de la population plutôt qu'une condamnation avec sursis.

Plus les peines fermes sont prononcées fréquemment, moins il y a de place pour les peines pécuniaires avec sursis. Celles-ci n'ont pas d'effet dissuasif et n'empêchent pas la récidive. Au contraire, ces sanctions sont souvent perçues comme un acquittement. Ainsi, une amende de stationnement doit être payée, mais une peine pécuniaire avec sursis ne l'est généralement pas. C'est une insulte au sens de la justice, notamment celui des victimes.

## 2. Renforçons la police

En Suisse, la police est de plus en plus souvent pointée du doigt. Les municipalités et les militants de gauche remettent en question des méthodes d'intervention légitimes, exigent le désarmement des forces de l'ordre ou limitent leurs moyens tactiques au point de les rendre incapables d'agir. Parallèlement, les émeutes lors des manifestations – comme on l'a vu récemment à Berne – sont trop souvent tolérées. La conséquence ? Notre police ne peut aujourd'hui remplir que de manière limitée sa mission principale, qui est d'assurer la sécurité publique.

Le PLR exige que, pour garantir à nouveau la sécurité des citoyennes et des citoyens, les responsables politiques cessent de compliquer inutilement le travail de la police.<sup>1</sup> La profession de policier doit redevenir attractive. Mais surtout, la police et le ministère public ont besoin de beaucoup plus de personnel pour pouvoir lutter contre la criminalité croissante avec célérité et efficacité.<sup>2</sup> Le PLR demande que cette augmentation urgente des effectifs au niveau communal, cantonal et fédéral soit principalement compensée au sein de l'administration.

À cela s'ajoute le fait que les corps de police ne collaborent pas suffisamment entre eux. Ainsi, une police cantonale est aujourd'hui contrainte de s'adresser individuellement à tous les autres cantons, car il n'existe pas de base de données commune relative aux personnes et à leurs antécédents. La Suisse a enfin besoin d'une base de données policière intercantonale afin que les informations soient disponibles rapidement et dans leur intégralité.<sup>3</sup>

De manière générale, la police et les autorités chargées des enquêtes ont besoin de moyens tactiques supplémentaires. Aujourd'hui, lors d'émeutes violentes dans le cadre de manifestations non autorisées, les personnes qui y ont participé sont remises en liberté après peu de temps. Elles ont ainsi la possibilité de dissimuler leurs actes ou de se concerter. Le PLR demande que la durée maximale de la détention provisoire soit doublée à 48 heures pour tous les délits<sup>4</sup>, dans le respect des garanties procédurales. Les autorités disposeront ainsi de plus de temps pour conserver les preuves. En outre, les policiers doivent pouvoir recourir à des caméras corporelles. Les enregistrements dissuadent les auteurs d'actes violents et protègent les agents contre les agressions physiques et les fausses accusations. Enfin, les actes agressifs (par exemple, les menaces, la violence ou les voies de fait) commis à l'encontre d'un membre d'une autorité ou d'un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions officielles doivent à l'avenir être poursuivis d'office.<sup>5</sup>

## 3. Empêchons un nouveau Platzspitz

La misère liée à la drogue, que Zurich a surmontée il y a 30 ans à la Platzspitz, est revenue dans plusieurs villes suisses. Alors qu'à l'époque, l'héroïne causait de grandes souffrances humaines et plongeait des quartiers entiers dans l'insécurité, aujourd'hui, le crack et le fentanyl se répandent rapidement. La consommation a triplé dans

<sup>1</sup> [Pétition du groupe Libéral-Radical : La sécurité doit primer sur l'idéologie](#)

<sup>2</sup> [Motion CPS-N 25.3941 | Renforcement stratégique des effectifs de Fedpol. Une nécessité pour la sécurité nationale](#)

<sup>3</sup> [Motion CPS-N 23.4311 | Création d'une base constitutionnelle visant à réglementer l'échange de données de police au niveau national](#)

<sup>4</sup> [Motion Wasserfallen 25.4581 | Halte à l'extrémisme violent : l'arrestation provisoire doit être étendue à 48 heures](#)

<sup>5</sup> [Initiative parlementaire Cottier 25.492 | Menaces ou violences contre l'autorité : poursuivre d'office](#)

certaines régions du pays depuis 2020. À Genève, elle a doublé en un an, tandis que des scènes ouvertes de la drogue ont vu le jour dans le centre-ville de Lausanne.

La population des villes concernées subit davantage de vols, de cambriolages et d'agressions. Contrairement à l'héroïne, les cycles de consommation du crack sont beaucoup plus courts. Les toxicomanes recherchent une sensation qui ne dure que quelques minutes et qui est souvent suivie d'états psychotiques graves. Il en résulte une augmentation des achats de drogue, de la criminalité et de la violence envers des personnes tierces.

Que faire ? Dans les années nonante, la Suisse a prouvé qu'elle était capable de maîtriser une scène ouverte de la drogue. Elle doit maintenant y parvenir à nouveau. La responsabilité incombe en particulier aux gouvernements de gauche des villes concernées, qui tolèrent aujourd'hui les dealers dans de nombreux endroits. À la gare de Vevey, n'importe quel jeune peut aujourd'hui acheter du crack sans que la police ne puisse intervenir. Il convient donc d'actualiser le modèle à quatre piliers que sont la prévention, le traitement, la réduction des risques et la répression. Pour les drogues dures et très problématiques sur le plan social, telles que le fentanyl ou le crack, l'aspect répressif doit être davantage mis en avant, en particulier en ce qui concerne la criminalité liée à l'approvisionnement et le trafic. Le PLR demande donc une tolérance zéro pour le trafic de drogues dures.

#### 4. Misons sur la transparence

Ce que les partis de gauche préfèrent taire, les procureurs le constatent chaque jour : les étrangers originaires de certains pays sont fortement surreprésentés parmi les auteurs d'actes violents et sexuels.<sup>6</sup> Bien que cette corrélation soit clairement démontrée dans les statistiques sur les suspects, les condamnés et les détenus, les données pertinentes ne sont pas accessibles ou ne le sont qu'avec difficulté, elles sont incomplètes ou dissimulées. Cela rend difficile un débat politique honnête et ne profite qu'aux populistes. Dans une démocratie qui fonctionne, les faits et les chiffres fiables sont indispensables pour identifier les dangers et prendre les décisions qui s'imposent.

Le PLR demande donc que l'Office fédéral de la statistique (OFS) procède à l'analyse décrite ci-dessous et la mette à la disposition de la population – des chiffres qui doivent aujourd'hui être laborieusement rassemblés ou estimés par des chercheurs privés tels que le professeur Frank Urbaniok. Il est nécessaire de connaître le taux de criminalité des étrangers et des Suisses par rapport à leur part dans la population du pays. L'OFS doit ensuite calculer la surreprésentation de certaines nationalités et la répertorier pour différents crimes tels que le vol, les lésions corporelles ou les délits sexuels.

Afin de mieux comprendre les causes, ces données relatives à la criminalité doivent être complétées par des indicateurs sociaux tels que l'âge, le taux d'aide sociale et, le cas échéant, la religion. Nous demandons également des statistiques nationales sur les détenus et la surreprésentation de certaines nationalités dans le système carcéral.

#### 5. Luttons contre la criminalité

La Suisse est fière de sa tradition humanitaire. Le PLR la défendra toujours. C'est précisément pour cette raison qu'il est inacceptable que des criminels abusent de notre volonté d'aider sous le couvert du droit d'asile. C'est le cas, par exemple, lorsque de jeunes hommes entrent en Suisse, utilisent les centres d'hébergement pour demandeurs d'asile comme base et se livrent à des vols à main armée. La plupart de ces délinquants sont originaires des pays du Maghreb.<sup>7</sup> Selon les statistiques criminelles, ils sont responsables de la majorité des cambriolages<sup>8</sup> en Suisse ; dans certains cantons, ils commettent plus de 80% des vols. Certains d'entre eux

<sup>6</sup> Urbaniok Frank (2025). Les revers de la migration : chiffres, faits, solutions

<sup>7</sup> [Statistique policière de la criminalité \(SPC\) : rapport annuel 2024 | Conférence des commandantes et des commandants des polices cantonales de Suisse](#)

<sup>8</sup> [Statistique de la criminalité 2024 Canton de Berne](#)

agissent de manière extrêmement brutale et n'hésitent pas à menacer les habitants lors des cambriolages. Ils laissent derrière eux des victimes traumatisées, des dommages financiers et un sentiment d'insécurité.

Afin de protéger la population suisse, ces criminels ne devraient plus avoir accès au système d'asile ordinaire. Le PLR demande donc un examen rapide en amont. Les migrants provenant de pays dont moins de 5 demandeurs sur 100 obtiennent l'asile devraient recevoir la décision d'asile dans le cadre d'une procédure accélérée et, si celle-ci est négative, être renvoyés le plus rapidement possible.<sup>9</sup> Il en va de même pour les demandeurs d'asile dans le système ordinaire qui commettent des infractions pénales.<sup>10</sup> Ceux-ci devraient être placés en détention administrative<sup>11</sup> jusqu'à leur expulsion. Dans la pratique, il est important de disposer d'accords de réadmission<sup>12,13</sup> et de solutions contraignantes avec des pays tiers pour les cas qui ne peuvent pas être renvoyés aujourd'hui.<sup>14</sup> Afin de permettre les renvois, le PLR demande que les États qui ne reprennent pas leurs citoyennes et leurs citoyens ne reçoivent aucune aide financière de la Suisse. D'autres sanctions ciblées peuvent être envisagées, telles que des restrictions dans l'octroi de visas.

Les accords de Schengen/Dublin revêtent une importance capitale pour repousser les criminels et éviter l'effondrement du système d'asile. Grâce à l'accord de Dublin, la Suisse peut renvoyer dans l'État compétent un nombre nettement plus élevé de personnes dont la demande d'asile a été rejetée qu'elle ne doit en accueillir en provenance des États partenaires. Sans l'accord de Dublin, des centaines de milliers de personnes déboutées de toute l'Europe pourraient déposer une deuxième demande d'asile dans notre pays.

## 6. Agissons contre le crime organisé

Heureusement, la population n'est pas – encore – confrontée à des guerres de gangs en pleine rue. Mais le crime organisé s'est déjà implanté en Suisse. La mafia utilise le secteur de la construction, les restaurants, les agences de voyage ou les salons de coiffure pour blanchir de l'argent. Selon l'Office fédéral de la police (fedpol), le nombre de signalements suspects en matière de blanchiment d'argent a doublé en deux ans.

La mafia n'est pas seulement active dans les magasins et les arrière-boutiques. Ses agissements se déroulent souvent dans l'espace numérique et sont coordonnés par le biais de messages cryptés. Elle bénéficie pour cela d'une protection des données mal comprise en Suisse. La vie privée est un bien précieux, mais la protection des données ne doit pas devenir une protection des criminels. Le tribunal cantonal de Zurich a récemment décidé que les autorités chargées de la sécurité ne pouvaient pas utiliser les messages piratés des criminels. Le tribunal a interdit l'utilisation des données de la messagerie « Sky ECC », qui était utilisée par des criminels dans toute l'Europe. La Suisse n'a donc pas pu poursuivre 3000 suspects, ce qui a ralenti les enquêtes transfrontalières. Si la Suisse devient un trou sécuritaire en matière d'enquêtes criminelles en raison de tels blocages, il sera beaucoup trop facile pour les criminels d'effacer leurs traces. C'est pourquoi il faut rapidement créer une base légale afin que les données Sky ECC puissent être utilisées et que les autorités chargées de la sécurité disposent d'instruments efficaces dans l'espace numérique.

L'espace numérique n'est pas seulement utilisé par la mafia. Il suffit parfois de quelques jours pour passer d'une vidéo sur les réseaux sociaux à l'utilisation d'un couteau. La radicalisation des jeunes représente un danger majeur pour la Suisse.<sup>15</sup> Il faut davantage d'experts au sein du Service de renseignement de la Confédération (SRC) et

<sup>9</sup> [Motion du groupe Libéral-Radical 23.3533 | Mettre un terme à la migration secondaire irrégulière et lutter contre ses causes](#)

<sup>10</sup> [Motion Gössi 25.3292 | Expulser le plus rapidement possible les délinquants relevant du domaine de l'asile et des étrangers](#)

<sup>11</sup> [Postulat Müller 23.3837 | Pour que les centres fédéraux pour requérants d'asile puissent de nouveau ordonner une mise en détention administrative directe](#)

<sup>12</sup> [Motion Müller 24.3373 | Accord migratoire avec le Maroc](#)

<sup>13</sup> [Motion Müller 23.3032 | Coopération en matière de retour. Débloquer la situation avec l'Algérie au moyen de l'article 25bis du code Schengen](#)

<sup>14</sup> [Motion Gössi 23.4440 | Conclure un accord de transit avec un pays tiers pour y envoyer les Erythréens dont la demande d'asile a été rejetée](#)

<sup>15</sup> [Rapport de situation SRC « La sécurité de la Suisse 2024 »](#)

une collaboration opérationnelle plus étroite avec les polices au niveau fédéral et cantonal.<sup>16</sup> Le SRC et fedpol sont aujourd'hui confrontés à des règles trop rigides qui les empêchent de mener une surveillance ciblée. Seuls des moyens policiers modernes permettent de prévenir les attentats et les attaques avant qu'ils ne se produisent.<sup>17</sup> Il en va de la protection de toutes et tous.

La suppression des accords de Schengen/Dublin aurait des conséquences dramatiques pour les forces de l'ordre. Le Système d'information Schengen (SIS) est une base de données qui fournit des informations cruciales aux gardes-frontières, à la police et au service de renseignement de la Confédération. La Suisse utilise aujourd'hui le système SIS environ 350'000 fois par jour. Les autorités y trouvent des alertes indispensables sur la criminalité transfrontalière, les islamistes dangereux et les passeurs.

## 7. Mettons à disposition des places de détention

Les prisons suisses sont pleines à craquer. En 2025, le taux d'occupation total était de 94,5%, certaines institutions dépassant même les 100%. Ce manque de place entraîne des conséquences absurdes : dans de nombreux endroits, les auteurs condamnés peuvent refuser de payer une amende. En principe, l'amende serait alors convertie en peine d'emprisonnement. Mais comme il manque des places en prison, la peine de substitution n'a jamais lieu d'être purgée et la peine est prescrite. Une situation qui bafoue tout sens de la justice.

La solution est évidente : la Suisse doit toujours disposer d'un nombre suffisant de places de détention pour que le système pénitentiaire puisse à nouveau fonctionner. En cas d'urgence, des conteneurs peuvent être installés. Afin de créer rapidement les capacités nécessaires, les règles d'occupation doivent être adaptées. Si la gauche bloque la construction de nouvelles prisons, elle ne doit pas se plaindre du manque de place dans les cellules.

Bien que peu disponibles (voir point 4), les enquêtes suggèrent également que les places de prison sont occupées en grande partie par des délinquants étrangers. Selon les estimations du professeur Urbaniok, environ 70% des détenus ont un passeport étranger. Le PLR invite le Conseil fédéral à élaborer des propositions visant à permettre l'exécution des peines dans leur pays d'origine pour les ressortissants criminels des pays les plus problématiques (en particulier l'Algérie, le Maroc et la Tunisie). L'accord de transfert entre la Suisse et le Kosovo montre déjà que cela est possible. Les ressortissants kosovars condamnés en Suisse peuvent, sous certaines conditions, être contraints de purger leur peine au Kosovo.

## 8. Protégeons les victimes

Les procédures et les processus actuels en matière d'enquête et de poursuite pénale ne répondent pas suffisamment aux besoins des victimes, de la plainte à la condamnation. Les victimes doivent s'attendre à être confrontées à des questions inappropriées (« Quelle était la longueur de la jupe que vous portiez ? »). Au cours de la procédure, elles sont souvent contraintes de se retrouver face à l'auteur des faits, ce qui les oblige à revivre une seconde fois leur expérience traumatisante. À cela s'ajoute le fait que les procédures pénales sont souvent longues, ce qui augmente le risque d'une nouvelle escalade de la violence de la part de l'auteur.

Ces circonstances dissuadent souvent de nombreuses victimes de porter plainte. De plus, des obstacles bureaucratiques tels que des formulaires et des procédures difficilement compréhensibles pour les profanes compliquent l'accès à la justice. Le risque financier pour les plaignants représente également une charge considérable. Le PLR demande donc un renforcement des droits des victimes et une prise en compte beaucoup plus importante de leur point de vue. Les victimes de violence domestique sont particulièrement vulnérables. Il est inacceptable qu'elles soient contraintes de quitter leur domicile pour se mettre en sécurité, elles et leurs

<sup>16</sup> [Motion de Quattro 24.3495 | Création d'un parquet fédéral antiterroriste](#)

<sup>17</sup> [Motion de Quattro 25.4559 | Halte à l'extrémisme violent : pour un meilleur contrôle des personnes violentes et extrémistes par les services de renseignement](#)



enfants. Elles sont ainsi doublement victimes : elles subissent des violences et perdent leur foyer. Le PLR demande que l'auteur des faits soit contraint de quitter le domicile commun et ne soit plus autorisé à y entrer.<sup>18</sup>

Afin de garantir la protection des victimes après de tels incidents ou lors de la libération des auteurs, nous, les Libéraux-Radicaux, demandons l'introduction à l'échelle nationale de la surveillance électronique dynamique (EM) pour les auteurs de certains délits violents, comme c'est déjà le cas dans le canton de Zurich. Cependant, la surveillance ne suffit pas, une intervention immédiate est également nécessaire. La police doit intervenir immédiatement lorsqu'un auteur pénètre dans la zone protégée et la victime doit être alertée dès que l'auteur s'approche.

## Les revendications du PLR

- › En principe, pas de peines avec sursis pour les crimes violents et sexuels
- › Davantage de personnel pour la police et le ministère public
- › Prolongation de la détention provisoire à 48 heures
- › Répression systématique des drogues dures telles que le crack et le fentanyl
- › Chiffres sur la surreprésentation de certaines nationalités parmi les criminels
- › Maintien des accords de Schengen/Dublin
- › Accords de réadmission avec les pays du Maghreb
- › Nombre suffisant de places de détention grâce à des règles d'occupation adaptées
- › Violence domestique : les auteurs doivent quitter le domicile commun
- › Introduction à l'échelle nationale de la surveillance électronique dynamique (EM) pour les auteurs de certains délits violents

<sup>18</sup> [Initiative parlementaire de Quattro 21.410 | Qui frappe part !](#)